

Alerte sur la criminalisation de la protestation en Colombie

Image not found or type unknown



Bogota, 11 mai (RHC) Le sénateur Antonio Sanguino de Alianza Verde et une partie de la Commission de Paix du Congrès, ont alerté sur les actions visant à criminaliser les mobilisations en Colombie.

Par le biais de son compte Twitter, il a souligné que le 'vandalisme' qui est pratiqué dans le pays est très étrange et nécessite une enquête approfondie.

À Cali et à Bogota, elle est perçue de manière coordonnée et remplit trois fonctions : Criminaliser la protestation sociale, promouvoir la terreur dans la citoyenneté et délégitimer la protestation, a déclaré le sénateur de l'opposition.

Dimanche, dans la ville de Cali, capitale du département de Valle del Cauca, des personnes en civil, soutenues par la police, ont tiré sur la manifestation d'indigènes, faisant neuf blessés.

Feliciano Valencia, qui est sénateur du Mouvement Alternatif Social et Indigène, a signalé qu'en diffusant sur les réseaux sociaux des messages contre la manifestation indienne dans cette ville, ils ont obtenu ce qu'ils se proposaient :

'Affronter des civils armés et ceux qui protestent légitimement. Lur discours de haine a provoqué une attaque qui laisse pour le moment huit blessés par balle à Cali', a-t-il expliqué.

Valencia a démenti la police qui a accusé les indigènes d'avoir provoqué ce qui s'est passé parce que la Garde Indigène n'est pas armée, elle n'a pas pillé des maisons ou des magasins, nous ne sommes pas des voleurs ou des vandales. Ce sont des civils armés protégés par la police qui ont attaqué la manifestation désarmée', a-t-il averti.

À la suite de ces événements, le président Ivan Duque a ordonné aux ministres de l'Intérieur et de la Défense, Daniel Palacios et Diego Molano de militariser Cali, la capitale du Valle del Cauca et de garantir (...) le plus grand déploiement possible des capacités de la Force publique.

Il a appelé à l'application de la loi sèche, à la levée des barrages et au Conseil régional indigène du Cauca pour qu'ils retournent à leurs lieux d'origine.

En ce sens, plusieurs voix affirment qu'il s'agit d'une action fabriquée pour arrêter la grève qui a commencé le 28 avril dernier et qui se poursuit malgré la violence exercée contre les manifestants.

Pour sa part, le Président du Parti Commun de Colombie, Rodrigo Londoño, a souligné qu'il est temps de reprendre toutes sortes de causes communes dont le point de départ est la défense de la paix avec justice sociale pour la Colombie contre ceux qui aspirent à déclencher la guerre, généraliser la brutalité répressive et consolider la dictature'.

Nous avons le devoir de sauver l'indignation massive dans un agenda commun, étranger aux protagonistes et aux aventures et de ne pas nous laisser enlever une possibilité réelle par une manœuvre fasciste qui, sous prétexte de vandalisme et de blocages, cherche à mettre en œuvre des solutions de force ou un régime transitoire qui suspend les élections de 2022, a-t-il averti.

La première priorité est la paix et la démocratie, mais l'Uribisme cherche à tirer tout le profit de cette situation, a déclaré Londoño.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/256990-alerte-sur-la-criminalisation-de-la-protestation-en-colombie>



Radio Habana Cuba